



Veut-on attiser encore la colère des retraités ?

Le groupe La République En Marche a fait connaître des contributions censées répondre aux attentes des Français. Dans la foulée, Edouard PHILIPPE a pris la parole pour confirmer l'intention exprimée par le parti majoritaire, sans rien apporter de plus.

Il s'agit de proposer d'indexer les retraites de base (Sécurité Sociale...) sur l'inflation, mais uniquement pour les retraites d'un faible montant.

Une politique de gribouille.

LREM tente sans doute de corriger son vote récent.

Après une année blanche en 2018, en s'asseyant à nouveau sur le code de la sécurité sociale qui prévoit d'indexer les retraites sur l'inflation, ce groupe a voté pour 2019 une revalorisation de 0,3 % alors que l'inflation sera, selon tous les experts, largement supérieure.

Appliquant sans doute le « en même temps » il évoque certes le principe d'indexation sur les prix, mais, réflexe social ou souci de faire des économies, il réserve cette mesure aux seules petites pensions.

Et nous voilà repartis pour la valse-hésitation qui a accompagné la hausse de la CSG.

- Quel sera le seuil à partir duquel les retraités seront dits riches ?
- Que fera-t-on pour les poly pensionnés ?
- Faudra-t-il réintroduire le Revenu Fiscal de Référence ?

Une nouvelle fracture sociale.

Les retraités ne supportent pas d'être divisés entre ceux qui méritent que l'on maintienne leur pouvoir d'achat et ceux qui sont supposés pouvoir en supporter de nouvelles atteintes.

La retraite n'est pas une prestation d'assistance mais un droit acquis par les retraités pour avoir financé la retraite de leurs parents par les cotisations versées au fil de leur carrière. Quel que soit le niveau de cette retraite, les droits qui ont été acquis méritent qu'ils soient préservés dans le temps et donc indexés.

Une politique qui décrédibilise notre contrat social.

Au-delà de la colère légitime des retraités actuels, cette pratique comptable porte atteinte à la confiance des jeunes générations devant la manière dont sont traités leurs parents, alors que par ailleurs il est question de bâtir un nouveau régime de retraite qui précisément a pour objectif de restaurer la confiance.

Il faut que la raison revienne

Cette proposition de LREM est un ballon d'essai. Il y en a eu d'autres qui n'ont pas pu prendre leur envol. Rappelons donc le propos du candidat Emmanuel Macron dans sa lettre aux retraités ; **Je m'engage tout d'abord à protéger votre pouvoir d'achat** et en redonner aux retraités les plus modestes. Au regard de la situation actuelle et des échéances à venir, il serait tout à fait fâcheux que cette promesse ne soit pas tenue.

Fait, le 19 mars 2019

N° 135